

COMMUNISTES

**Contre le chômage et la pauvreté,
pour l'emploi, la dignité et l'égalité
républicaine (p. 3)**



Vidéo

**En ce 25 novembre,
nous réclamons
1 milliard pour lutter
contre les violences
faites aux femmes**

Pactoles

Les informations qui filtrent sur les arrangements entre les labos et les États sur le futur vaccin sont maigres. Les profits s'annoncent énormes mais les contrats sont opaques. Ce que l'on sait : ce sont les fonds publics qui financent largement, en Europe, aux États-Unis, cette recherche ; d'ores et déjà les dirigeants des labos empochent des pactoles (mais attention : cela n'a strictement rien à voir avec un délit d'initié). C'est le secret le plus absolu sur le prix des futurs vaccins mais on parle de « marché du siècle » pour les labos. Cerise sur la gâteau : l'affaire est sans risque pour eux car, en cas de procès pour effets secondaires graves, c'est l'Europe qui paiera les indemnités aux patients. Pas belle la vie ? Bref, comme le dit l'ONG Action santé mondiale, « ce vaccin devrait être classé bien public de l'humanité ». Au fait, le 9 décembre prochain, doit être discutée au Sénat la proposition de loi communiste portant création d'un pôle public du médicament. 🇫🇷

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2020 (cliquez)

Je verse : €

**“Donner les moyens
au PCF d'intervenir”**

Chèque à l'ordre de “ANF PCF” : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

POLICE FLOUTÉE, DÉMOCRATIE AVEUGLE !



Tous les mardis et samedis à 18 h pour des débats autour du centenaire du congrès de Tours. (Les vidéos seront ensuite disponibles sur la chaîne YouTube du Parti.)

Jusqu'au 28 novembre : Forum européen. 15 forums thématiques en visioconférences. Inscription : <https://europeanforum.eu/fr/>

25 novembre : Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (50 rassemblements départementaux) : Rassemblement Place de la République à 12 h

25 novembre 18 h 30 : Débat Web, Quelles politiques publiques pour faire face aux violences du patriarcat ?, avec Hélène Bidard et Ernestine Ronai, Facebook live MJCF.fr

26 novembre : Fabien Roussel sera l'invité de la matinale de France 2 (#Les4V)

26 novembre : Commission Écologie en visio <https://europeanforum.eu/fr/>

26 novembre 18 h : Forum européen. Débat. Quel nouveau modèle pour la production et le travail face à l'explosion du chômage ? Avec Fabien Roussel. Inscription :

27 novembre : Vente de *l'Humanité* avec une œuvre originale de C215 (commande à passer au journal), Centenaire d'avenir du PCF

28 novembre 11 h-19 h : **Trois débats autour du centenaire du PCF.** Inscription sur <https://gabrielperi.fr/initiatives/autour-dun-centenaire-livres-et-revues/>

28 novembre 10 h : Pour Un Noël sans Amazon, place Saint-Jacques, Metz (57)

28 novembre 11h : Hôpital Day : Manifestation virtuelle en soutien aux soignants ! (en fonction des comités locaux)

28 novembre 14 h 30 : Les Huit Heures pour la Palestine 2020, sous le thème : Palestine, la santé sous occupation. Un droit bafoué. Inscription sur Facebook PCF Monde

28 novembre 18 h : **CLÔTURE DU FORUM,** avec Pierre Laurent. Inscription : <https://europeanforum.eu/fr/>

29 novembre 16 h 30 : Aux sources du communisme français, avec Claude Mazauric, Facebook live Pcf Oise (60)

30 novembre : Conférence de presse de présentation de la campagne européenne pour la gratuité du vaccin contre la Covid (heure à déterminer)

30 novembre 18 h 30 : À l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, Webinaire. Inscription page Facebook PCF Monde

En novembre aussi :

Débat Ivry actu, tous les lundis sur Instagram @IA (94)

Aide-réseaux solidarité à Grigny, Palaiseau (91)

J'aide Bagnolet, collectes tous les samedis avec le SPF (93)

Collecte solidaire pour les salariés de STMicroelectronics (38)

Solidarité avec les fonctionnaires des finances publiques de Vil-

leneuve-Saint-Georges (94)

Solidarité avec les petits commerces (76)

Solidarité avec les étudiant-e-s à Marseille (13)

1^{er} décembre : Journée mondiale de lutte contre le SIDA

1^{er} décembre : Solidarité, dépistages quartiers populaires, Noisy-le-Sec (93)

1^{er} décembre 18 h : Violences faites aux femmes : pas une de plus ! Meeting numérique, page Facebook PCF92

2 décembre : Présentation de proposition de loi de la taxe GAFA

2 décembre 18 h : Rencontre avec Christophe Deroubaix, États-Unis : Quels enjeux après l'élection ? Facebook live Pcf Gard (30)

3 décembre : Jeudi Rouge, vente à prix exceptionnel livres du centenaire du PCF

3 décembre 10 h : Manifestation départementale des agents du médico-social, Saint-Maximin (60)

3 décembre 18h30 : 4 questions autour de la laïcité, avec Jean-Paul-Delahay. Inscription à la coopérative des idées du 93

3 décembre 19 h : Webinaire : Santé, urgence vitale ! Facebook Pcf Choisy (94)

4 décembre 8 h 30-12 h 30 : Grand Paris : Pour un nouvel élan de la pensée critique. Inscription par mail à pierremansat@gmail.com

4 décembre 17 h : Manifeste communiste pour l'Économie sociale et solidaire. Inscription sur : pierremansat@gmail.com

4-12 décembre : **Journées d'actions et d'initiatives des communistes pour l'emploi** (à voir sur le site)

5 décembre 14 h 30 : Manifestation pour détruire le chômage et la précarité, départ mairie des Lilas (93)

5 décembre 18 h 30 : Communisme et féminisme / réformisme et révolution, avec Florence Guitton et Vincent Martel, Facebook live PCF 06

5 décembre 19 h : « Pour l'hôpital pas pour le capital », Lyon (69)

5-13 décembre 9 h-20 h : Collectes de livres pour les enfants, Pantin (93)

6 décembre 16 h 30 : L'engagement anticolonialiste du PCF avec Alain Ruscio, Facebook live PCF Oise (60)

9 décembre : Journée de la laïcité

10 décembre 19 h : Débat webinaire, Quels droits pour les travailleurs des plateformes numériques ? Facebook PCF Choisy (94)

12 décembre : Conseil national

12 décembre 18 h 30 : 100 ans de conquêtes communistes en France, avec Bernard Friot, Facebook live sur PCF Alpes-Maritimes (06)

13 décembre : Premier tour élections législatives partielles dans la 6^e bcirc. du Pas-de-Calais

16 décembre : **Discours de Fabien Roussel pour les 100 ans d'avenir du PCF**

Contre le chômage et la pauvreté, pour l'emploi, la dignité et l'égalité républicaine

Semaine de mobilisation du 5 au 11 décembre

La crise sanitaire et les choix du gouvernement conduisent à une explosion du chômage, de la précarité et de la pauvreté. Le pouvoir doit entendre les alertes ! Celle des travailleurs et travailleuses, de leurs syndicats et celles des associations, des femmes, des jeunes, des habitants des quartiers populaires, des enseignants. Celle de tous les acteurs de la solidarité. Et celle de nombreux maires dans une lettre ouverte au Président de la République, le 14 novembre dernier.

La maladie et la faim font des ravages dans nos villes et nos quartiers populaires dans lesquels la surmortalité due à la Covid-19 est la plus forte, les ressources des familles baissent et les perspectives d'emploi sont quasi inexistantes. Sept millions de personnes sont privées d'emploi ou d'emploi stable ! Le chômage partiel entraîne la baisse de 16 % du revenu, voire plus. Huit millions de nos concitoyens ont recours à l'aide alimentaire ! 300 000 femmes et hommes sont sans domicile !

C'est une honte pour notre pays, la France, si riche, dans lequel les 500 plus grosses fortunes totalisent un patrimoine de 730 milliards d'euros, en augmentation par rapport à l'an passé, et dans lequel les multinationales prévoient de distribuer plus de 30 milliards de dividendes en 2020.

Pour nous, communistes, c'est inacceptable car il n'y a aucune fatalité à cette situation. Elle est le résultat des choix politiques capitalistes d'Emmanuel Macron et du gouvernement qui se poursuivent « quoi qu'il en coûte ».

Le choix de permettre aux actionnaires des grands groupes de licencier avec notre argent sans pouvoir d'intervention des travailleurs. Le choix de laisser les TPE et PME, les commerces faire faillite pendant que les GAFA se gavent. Le choix encore de refuser aux collectivités les ressources à la hauteur de leur mobilisation auprès de nos concitoyens. Le choix enfin d'une dérive autoritaire, au lieu de politiques sanitaires, sociales et économiques démo-

cratiquement définies. Le choix de la répression et de la surveillance généralisée, au lieu du développement des capacités humaines.

Ce n'est pas au peuple, aux travailleurs, de payer la crise !

Le PCF exige un plan d'urgence contre le chômage et la pauvreté, pour l'emploi, la dignité et l'égalité républicaine autour de 6 exigences :

- Augmenter les allocations, mettre en place le RSA pour les moins de 25 ans, augmenter les minima sociaux, salaires et retraites pour une vie digne pour toutes et tous et réaliser l'égalité professionnelle femmes-hommes, abroger la réforme du système d'indemnisation du chômage.

- Interdire les expulsions locatives et les coupures d'eau, de gaz ou d'électricité. Relever les APL, créer un fonds d'aide au paiement des loyers pour les ménages en situation d'impayés et relancer la construction de logements sociaux.

- Engager un plan de soutien aux collectivités locales, en restituant immédiatement les compensations qui leur sont dues, aux associations et à l'économie sociale et solidaire, permettant notamment la création d'emplois solidaires dans les quartiers populaires.

- Interdire les licenciements des grands groupes bénéficiant de fonds publics et taxer fortement les GAFA.

- Embaucher massivement à l'hôpital, dans les Ehpad, à l'école et dans l'ensemble des services publics, notamment par des pré-recrutements de jeunes, payés durant leur formation.

- Créer un fonds de sécurisation de l'emploi, de la formation et pour la transition écologique, avec des déclinaisons régionales, une gestion démocratique partant des besoins exprimés au plus près des territoires, pour agir sur les décisions des grandes entreprises et des banques et faire contribuer le capital et les profits.

Fort de ces exigences, nous décidons la tenue du 5 au 11 décembre d'une semaine de mobilisation nationale des communistes.

Nous appelons toutes les organisations du PCF à participer aux mobilisations du 5 décembre à l'appel des syndicats dont nous soutenons les revendications, à commencer par l'abandon définitif des réformes de l'Assurance chômage et des retraites ; à faire vivre les propositions de l'appel des maires ; à organiser la solidarité concrète par des collectes de produits alimentaires et de jouets pour les enfants à l'approche de Noël, en lien avec les associations ; à rencontrer les organisations syndicales pour résister aux plans de licenciements et fermetures de sites, définir les besoins d'emploi et de formation dans le privé et les services publics ; à interpeller les préfets et les collectivités locales, le patronat, les banques et les assurances sur l'utilisation de l'argent.

Ensemble, nous pouvons prendre le pouvoir sur l'économie et sur la création de richesses.

Ne tombons pas dans le piège des divisions que le patronat, la droite, l'extrême droite et les intégristes, le gouvernement veulent creuser entre nous. Notre seul adversaire, c'est le capital qui exploite les hommes et les femmes et épuise la planète.

Le temps est venu d'en finir avec l'insécurité qui pèse sur chacune et chacun.

Résistons. Innovons en créant un système qui vise la sécurité d'emploi, de formation et de revenu de toutes et tous, une nouvelle liberté et une nouvelle maîtrise des temps de vie.

Construisons la France en commun. ✪

Parti communiste français

23 novembre 2020

Intervention de Fabien Roussel sur la situation du MJCF

Je veux d'abord remercier Igor Zamichiei et Frédéric Mellier de suivre avec patience et engagement les difficultés que traverse le MJCF, de mener un travail de médiation et de rassemblement. Ils ont tenu sept réunions ces dernières semaines pour tenter de trouver une solution à ces difficultés. Un comité exécutif national y a été consacré et un collectif de travail national a été créé pour y travailler avec eux.

Le contexte inédit dans lequel les universités sont plongées nous invite à tout faire pour rassembler l'ensemble des étudiant-e-s communistes et éviter l'aggravation des tensions au sein du MJCF. Nous avons besoin d'une seule organisation de jeunesse, pas de deux !

Il ne se passe pas une année sans que l'enseignement supérieur et la recherche ne subissent des attaques. Nous avons une génération entière d'étudiant-e-s sacrifié-e-s par la crise sanitaire et la hausse de la précarité. Les jeunes et particulièrement les étudiant-e-s sont parmi les premières victimes des crises que nous traversons. Dans ce contexte, il ne peut y avoir de place pour la division des communistes.

Nous avons une grande responsabilité. Celle d'unifier les étudiant-e-s communistes. Faisons en sorte que chacune de nos interventions apporte des solutions, apaise les tensions, rassemble et unifie.

Les problèmes au sein de l'organisation ne datent pas d'aujourd'hui. Ils sont anciens.

Après mon élection au 38^e Congrès, fin 2018, je me souviens du congrès du MJCF, au début de l'année 2019, marqué par des tensions et des divisions.

Pour prendre un peu de hauteur, mesurons qu'il y a toujours eu un débat sur l'autonomie de l'UEC, sa spécificité, et sur ses moyens pour exister au sein du MJCF, pour faire valoir son travail et l'action de ses directions. Nous avons tous vécu cela. Il nous revient d'apaiser ce climat.

De réaffirmer que nous avons une seule organisation de jeunesse, le MJCF, dont le fonctionnement doit être respecté. De dire tout aussi clairement que l'UEC est la branche étudiante du MJCF et qu'elle doit être respectée en tant que telle. Elle doit bien sûr déployer les campagnes du MJCF sur les universités, mais elle doit pouvoir également décider de ses propres campagnes et les animer. J'ai déjà eu l'occasion de le dire, mais il est important de le rappeler.

Aussi, pour tenter de sortir de cette crise, je fais la proposition suivante, que je formulerai par écrit aux différent-e-s responsables du MJCF et de l'UEC. Elle se décompose en trois temps.

1. Premièrement, en travaillant localement au rassemblement des étudiant-e-s communistes. En effet, visiblement ce rassemblement n'est, pour l'instant, pas possible par le haut. Donc, essayons de le faire



par le bas, au niveau de nos structures locales et départementales. **J'invite donc les étudiant-e-s communistes à se réunir à la base, dans chaque secteur, chaque département où ils sont divisés, à se parler, à se fixer l'objectif de s'unir, de se mettre d'accord dans chaque département.**

J'appelle ainsi les étudiant-e-s communistes à se réunir localement, à s'organiser ensemble, à faire l'état des lieux de leurs forces, de leur secteur, à définir ensemble leurs campagnes, leurs initiatives.

Ces réunions ne doivent pas être l'occasion de compter les bons et mauvais points, mais bien de regarder ensemble comment nous pouvons trouver un chemin commun afin de renforcer notre présence sur les universités. Et, si besoin, je fais la proposition que le Parti, localement, puisse aider à réunir ces étudiant-e-s.

Je les invite, si besoin, à désigner, élire, leurs responsables départementaux-ales de secteur et à unifier leur organisation, notamment en fusionnant leurs fichiers, là où deux fichiers existent. Je propose aux étudiant-e-s de se donner quelques semaines pour y parvenir.

Une fois les étudiant-e-s réunis localement, dans chaque fédération, je les invite à se réunir avec l'ensemble des adhérent-e-s du MJCF pour pouvoir échanger tou-te-s ensemble sur les batailles à mener ensemble dans leur département, en respectant les spécificités de l'UEC, leurs matériels, leurs choix de campagnes.

2. Deuxièmement, à l'issue de ce travail, je m'engage à réunir, au siège national, les responsables de l'UEC, unifié-e-s, et les directions de chaque département pour faire le point avec eux sur leurs campagnes, leur activité, sur la situation dans leur département, dans leurs universités. Cette assemblée, qui n'entrera pas dans un cadre statutaire, ne visera donc pas à élire une nouvelle direction mais servira à échanger et analyser la situation politique dans les universités et l'actualité de leurs campagnes.

Elle se fera bien sûr en présence des dirigeants nationaux.

3. Troisièmement, à l'issue de cette assemblée, je demanderai à la direction du MJCF de poursuivre ce travail lors de leur prochaine Assemblée nationale des animateurs ou de leur prochain congrès. Ce temps statutaire du MJCF et de l'UEC permettra de réunir les représentant-e-s de tous les secteurs unifiés de l'UEC.

Ils pourront ainsi renouveler, ensemble, la direction de l'UEC, afin d'être en ordre de bataille et uni-e-s pour mener ces campagnes.

Le collectif qui s'est créé lors d'un précédent conseil exécutif pour suivre cette question, composé de Frédéric Boccara, Sébastien Laborde, Émilie Lecroq, Guillaume Roubaud-Quashie, Lydia Samarbaksh, sous le pilotage d'Igor Zamichiei, avec l'aide de Frédéric Mellier, doit veiller à la mise en œuvre de ce plan de travail. ✪

Élections départementales et régionales

La démocratie doit être respectée

Au regard de l'expérience chaotique de l'organisation des élections municipales et au regain de la pandémie de la Covid-19, face aussi à l'hostilité de la majorité des forces politiques du pays, le gouvernement a été contraint à revenir sur son intention initiale de tenir coûte que coûte les élections départementales et régionales au mois de mars. Le Premier ministre a donc dû confier à Jean-Louis Debré un rapport de mission portant sur « Quelle date et quelle organisation pour les élections régionales et départementales ». Jean-Louis Debré, après avoir consulté toutes les forces politiques, les présidents de groupes parlementaires, des constitutionnalistes et le Conseil scientifique, a émis neuf recommandations à la fois sur la tenue du scrutin mais aussi sur le déroulement de la campagne. En ne limitant pas sa mission et ses recommandations à la tenue du scrutin et insistant sur la nécessité démocratique que toutes les forces politiques soient mises en situation de mener une campagne effective, le rapport rejoint la préoccupation du PCF que ces élections, en respectant drastiquement les mesures sanitaires nécessaires, se déroulent dans des conditions où toutes les électrices et tous les électeurs puissent exprimer leurs choix politiques en toute connaissance de cause.

Certains prêchent pour des campagnes exclusivement digitales. Une telle proposition fait l'impasse sur les profondes fractures numériques qui traversent notre société. Si le numérique est une boîte à outils incontournable pour démultiplier les contacts et susciter de l'engagement, il ne peut se substituer aux contacts humains. Au contraire, la raison d'être de l'usage du numérique dans les campagnes électorales est in fine de déboucher sur du contact humain et de l'engagement in vivo. Ces conditions démocratiques, qui passent en particulier par la possibilité de faire pleinement campagne auprès de la population, n'ont pas été réunies lors des dernières législatives partielles qui ont été marquées par des taux d'abstentions record même pour ce type d'élection. Il s'agit d'une question politique qui ne peut être seulement résolue par des dispositions techniques.

Le rapport Debré somme le gouvernement d'annoncer la date des scrutins début décembre pour mettre fin à l'incertitude qui nuit au processus démocratique. Il suggère la date de fin juin 2021 et demande la validation de cette date par une loi par le Parlement, celui-ci étant de plus informé par le Conseil scientifique de la situation sanitaire avant la tenue effective du scrutin. Juin constitue en effet la moins mauvaise fenêtre de tir compte tenu de la saisonnalité du virus et de l'arrivée potentielle d'un vaccin. Cela ouvrirait l'espoir d'avoir au moins deux



mois de campagne dans un cadre où il serait possible d'organiser des réunions publiques, des points de rencontre et du porte-à-porte. Mars poserait un grave problème à la fois sanitaire avec le risque d'une 3^e vague et démocratique, car comment faire campagne lorsqu'on incite chacun à avoir une vie sociale minimaliste. Septembre-octobre implique un risque de collision avec une possible nouvelle vague de la Covid et le début de la campagne de la présidentielle. 2022 serait un déni de démocratie qui conformerait les mécanismes de la toxique inversion de calendrier entre présidentielle et législatives. Il est positif que le rapport Debré recommande que le Parlement joue un rôle central dans la prise d'une décision qui est in fine politique.

Le rapport propose aussi de majorer le plafond des dépenses de campagnes dans la même proportion de ce qui a été fait pour les municipales, de réduire les délais de remboursement et de doubler le format des professions de foi. Ces propositions constructrices vont rencontrer une hostilité farouche de Bercy qu'il faudra combattre. Rappelons que les comptes de campagne sont ouverts depuis septembre 2020 et que les règles de communication institutionnelle en période électorale sont effectives depuis cette date.

Le rapport, sans trancher et en appelant à la prudence, introduit l'éventualité pour le législateur de rendre possible de sponsoriser des publications sur les réseaux sociaux, d'acheter des prestations de référencement ou de ciblage. Cette question doit en effet être discutée avec esprit d'ouverture, car d'assimiler ce type de prestation à de la

publicité électorale audiovisuelle revient à considérer Internet comme une télé améliorée !

Le rapport, sans faire de préconisations précises, évoque aussi un meilleur accès des candidats à « l'expression par voie audiovisuelle » (TV, radio). Il faut s'appuyer sur les pistes évoquées pour réclamer le retour à l'égalité de traitement des forces politiques représentées au Parlement, ainsi que plus de temps d'antenne compte tenu des circonstances. Il est aussi prévu de permettre l'inscription électorale jusqu'au 6^e vendredi précédent le 1^{er} tour, de maintenir la possibilité qu'un électeur soit mandataire de 2 procurations, et permettre aux personnes présentant des facteurs de vulnérabilité à la Covid-19 de demander aux autorités compétentes de se déplacer pour établir les procurations. Tout cela va dans le bon sens, même si cela ne règle pas le problème politique de fond de l'abstention massive, en particulier sur les quartiers populaires.

Le rapport ouvre aussi le débat sur le vote par correspondance et le vote par Internet. Cette recommandation ne peut tenir lieu de réponse au problème politique de l'augmentation spectaculaire de l'abstention dont la cause est loin de se réduire à la pandémie. Ces types de vote doivent être absolument récusés, car ils ne garantissent pas le contrôle populaire de la sincérité du vote. Pire, ils risqueraient d'ouvrir un boulevard aux pratiques mafieuses d'achat de voix qui sévissent déjà dans nos banlieues. De plus, dans le cas de vote par correspondance dans un scrutin à deux tours, vu la casse du service public postal et le recours à des prestataires privés peu scrupuleux pour la mise sous pli, rien n'assure que les votes arrivent en temps et en heure. Déjà, depuis plusieurs années les électeurs reçoivent des plis électoraux incomplets où il manque des professions de foi et des bulletins de vote. Rappelons que le vote par Internet prévu pour les Français expatriés à l'étranger lors des élections de 2017, a été annulé en raison des risques de piratage informatique. Notons que c'est en 1974 que le vote par correspondance a été interdit en raison des très nombreux cas de fraudes constatés.

Il faut exploiter les contenus positifs du rapport Debré et les débats qu'il ouvre afin qu'on ne vole pas en 2021 aux Françaises et aux Français les élections départementales et régionales. Plus que jamais notre pays a besoin de débats politiques de fond, d'interventions populaires et citoyennes. C'est pourquoi le PCF réaffirme que les élections départementales et régionales doivent se dérouler à la fois dans un contexte de sécurité sanitaire maximum et sans rien en rabattre sur la démocratie. ✪

Yann Le Pollotec

membre du CN, secteur Élections

Face à l'offensive libérale

La pandémie et les conséquences désastreuses qui l'accompagnent dans le domaine économique social et humain ont mis en lumière le rôle irremplaçable du secteur associatif.

Ce secteur associatif intervient dans la vie quotidienne de millions de personnes, auprès de toutes les générations, dans une démarche d'éducation populaire et avec pour principe l'accès aux droits pour tous. Il agit dans de très nombreux domaines, le social, le médical, l'éducation, le sport, les loisirs, le tourisme, la culture et les spectacles, l'environnement...

Lors du premier confinement et dès celui d'octobre, la réactivité des associations pour secourir, sécuriser, protéger, aider a été saluée et nos concitoyens ont jugé leur action efficace pour répondre aux urgences liées à la situation.

Aux côtés du service public, le secteur associatif, riche de l'engagement de ses 13 millions de bénévoles et de ses 1,8 million de salariés, a rapidement pallié les défaillances de l'État. Pour autant, un pan du milieu associatif a subi un vrai coup d'arrêt, le sport, les loisirs, le tourisme, la culture, alors que les associations de lutte contre l'exclusion, du médico-social se sont retrouvées avec un surcroît d'activités, sans moyens supplémentaires.

Malgré une reconnaissance qui reste verbale et un soutien réel pour le moins timide de la part du gouvernement, les bénévoles et les salariés des associations redoublent d'une présence précieuse auprès des plus précaires et des plus pauvres, près de 10 millions en France.

Les fermetures d'entreprises, les licenciements se multiplient, la crise de la faim se double d'une crise psychologique. La situation est porteuse de lourdes inquiétudes et nécessite de rassembler toutes les forces pour y faire face. C'est avec l'engagement des personnels du service public, de l'hôpital, de l'école et avec l'apport du tissu associatif que s'est maintenue la cohésion nationale face aux carences de l'État et du gouvernement. Or, celui-ci s'entête à les priver des moyens indispensables à la conduite de leurs missions.

Pour les associations dont l'équilibre financier est souvent délicat et déjà fragilisé avant la crise, les conséquences de la politique du gouvernement ne se sont pas fait attendre. Philippe Jahshan, président du Mouvement associatif, indique qu'à la rentrée 4 000 associations employeuses étaient menacées de disparaître et près de 30 000 au bord

du dépôt de bilan. Au 1^{er} semestre, une diminution de 3,5 % des effectifs a été enregistrée, soit 60 000 emplois.

Laisser faire serait mettre en cause de très nombreuses activités humaines, menacer des milliers d'emplois supplémentaires et ouvrir la porte à l'explosion des inégalités.

Les militants communistes, leurs élus savent à quel point le tissu associatif concourt au dynamisme des territoires et considèrent ses acteurs comme des partenaires essentiels à l'échelle des collectivités pour lutter contre les injustices sociales, économiques et animer le territoire. Le secteur associatif, son organisation et son rayonnement, ses valeurs de solidarité et de partage constituent une véritable richesse, unique en Europe. Il résulte de conquêtes citoyennes et trouve son fondement dans la loi de 1901 qui a ouvert le droit et la liberté à toute personne de s'associer sans autorisation préalable. Cette loi est venue prolonger celle de 1884 qui a donné lieu à d'âpres combats et a abouti à la légalisation des syndicats. Autant de mobilisations victorieuses qui ont fait notre modèle de société et qu'il faut défendre face à un pouvoir qui encourage l'individualisme et met tout en œuvre pour restreindre les libertés.

L'existence des associations, c'est la possibilité pour des millions d'adhérents de pratiquer des activités de leurs choix, d'acquérir des compétences, de porter un projet collectif, de s'épanouir, et pour un coût d'adhésion avec lequel jamais le privé ne pourra rivaliser.

Fondées sur la recherche de l'émancipation et l'engagement citoyen, gérées selon la règle égalitaire « une personne une voix », les associations sont aussi historiquement des espaces, des écoles de la démocratie aujourd'hui menacées par les dérives autoritaires du pouvoir, comme le montre la récente étude de l'Observatoire des libertés associatives dans lequel est engagé le CNRS.

Elles sont donc des structures à défendre contre l'offensive libérale et un enjeu pour les communistes dans la rencontre de milliers et de milliers de femmes et d'hommes engagé-e-s. ✪

Marie-Jeanne Gobert

membre du CEN, responsable des relations avec les associations

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : € **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

La fédération des Bouches-du-Rhône vient d'éditer **1920-2020, Communistes dans les Bouches du Rhône, un siècle au service des luttes et du bien commun.**

Au prix de 25 €, il a été réalisé grâce au travail remarquable des camarades du collectif Archives-Histoire-Mémoire de notre fédération ; il compte 420 pages richement documentées et illustrées.

Renseignements auprès de secretariat@pcf13.fr



LPR : Précariser nos enseignants, c'est précariser nos études

Après le vote de la très contestée Loi de programmation de la recherche (LPR), les syndicats et les organisations de la communauté universitaire ont appelé à la mobilisation ce mardi face à ce projet de destruction de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le mardi 17 novembre, malgré l'opposition de la grande majorité de la communauté universitaire, le gouvernement a fait voter en plein confinement la LPR. Un mépris quant aux mobilisations qui ont eu lieu en février et mars derniers et qui avait été mis à l'arrêt par la Covid-19. Refusant d'écouter les revendications légitimes du monde universitaire, la ministre de l'Enseignement supérieur a profité de l'été et de la rentrée sur fond de crise sanitaire pour passer sa réforme en catimini.

Le projet de LPR est un énième projet libéral pour briser le service public de l'Enseignement supérieur et de la recherche en favorisant une fois de plus la précarité et la pénétration du marché dans les lieux de savoir. Cette loi va renforcer le rôle du privé dans les financements de la recherche en mettant en avant les appels à projets, accompagnés par la création de CDI projet précaires, à la place des statuts jusque-là protégés des maîtres et maîtresses de conférences. De plus, la loi prévoit de mettre en place un recrutement localisé des enseignants et enseignantes agrandissant encore plus les fractures entre les universités. En précarisant ainsi nos enseignants, c'est la qualité des formations et des diplômes qui est directement atteinte.

La dérive sécuritaire du gouvernement s'est aussi exprimée dans ce texte avec le rajout d'un amendement stipulant que « le fait de pénétrer ou de se maintenir dans l'enceinte d'un établissement d'enseignement supérieur sans y être habilité [...] ou y avoir été autorisé par les autorités compétentes, dans le but de troubler la tranquillité ou le bon ordre de l'établissement » est passible d'un an de prison et de 7 500 € d'amende – et jusqu'à trois ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende pour des faits commis en réunion. Cet amendement a pour objectif de briser toutes tentatives de mouvements sociaux à l'avenir. La République en marche cherche à dépolitiser les universités et d'empêcher les étudiants et étudiants de s'organiser afin de faire taire les possibles contestations aux réformes.

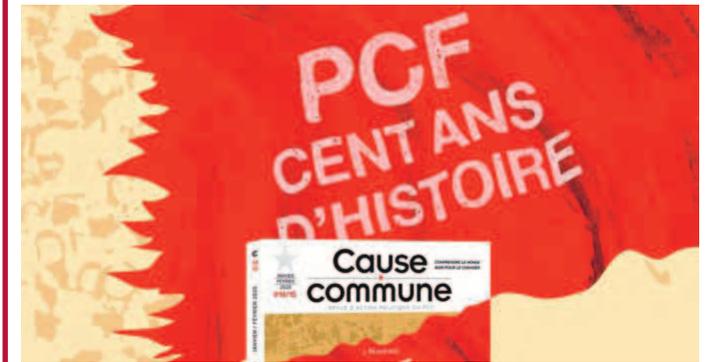
Ce projet est bien compris ! C'est bien celui de la destruction du service public de l'Enseignement supérieur et de la recherche ainsi que de la



démocratie universitaire. Partout en France, l'Union des étudiantes et étudiants communistes a participé aux mobilisations du 24 novembre aux côtés des syndicats pour l'abrogation de la LPR.

Au-delà de l'abrogation de cette loi, l'UEC revendique un investissement massif dans l'Enseignement supérieur et la recherche. Depuis trop longtemps ce service public est laissé à l'abandon et pâtit des différentes politiques libérales. Il faut mettre fin aux filières saturées. Cet investissement doit non seulement permettre de créer et rénover de nouveaux locaux mais également de recruter, former et rémunérer à leur juste valeur des enseignantes et enseignants. Cet investissement est une garantie pour assurer des formations de qualité sur l'ensemble du territoire et la continuité du service public.

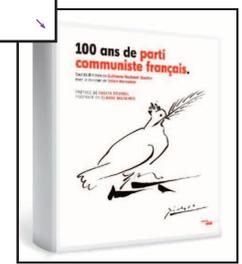
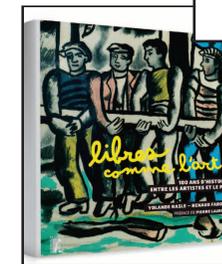
Léon Deffontaines
secrétaire général du MJCF



L'exposition itinérante reprenant des affiches du Parti durant ces 100 années est à réserver auprès de Corentin à l'adresse centenaire@pcf.fr. Elle est composée d'une dizaine de rolls-up, expédition à la charge de la fédération et conditionnée au paiement du 13ème timbre sur le centenaire.

Voir également l'exposition en cours "AUX ALENTOURS DU CONGRÈS DE TOURS 1914-1924", au Musée de l'Histoire Vivante à Montreuil, qui se terminera le 31 janvier 2021.

Renseignements pour visites groupées : haury@orange.fr
01 48 54 32 44



« Indigne G20 à Riyad »

Une nouvelle session du G20, cet aréopage de puissances qui prétend agir en lieu et place des peuples dans les affaires du monde, se réunira les 21 et 22 novembre à Riyad. Le régime barbare et de terreur de l'Arabie saoudite en assure cette année la présidence, ce qui n'augure rien de bon.

En dépit d'un affichage de modernité complaisamment relayé et de quelques réformes, Mohammed ben Salman est à la tête de l'un des pays qui offre le pire bilan en matière de droits humains. Depuis son accession au pouvoir, la répression s'est accrue contre celles et ceux qui aspirent à plus de liberté, d'égalité et de justice. Les défenseurs des droits humains et la minorité chiite subissent un constant harcèlement et de longues détentions arbitraires. Loujain al Hathloul, cette féministe pacifiste, incarcérée depuis deux ans, engagée pour l'émancipation des Saoudiennes contre les discriminations et les violences, en est une terrible illustration. Les journalistes sont particulièrement visés par ce régime qui interdit toute liberté d'expression. Le sauvage assassinat, décidé au plus haut sommet de l'État, de Jamal Khashoggi témoigne des usages en vigueur contre les opposants. Ce crime restera impuni, avec la bénédiction de D. Trump. Chaque année, des dizaines d'exécutions, après des sentences de mort, se produisent. Cette brutalité s'exerce également à l'égard des milliers de travailleurs immigrés, véritables parias, qui font face aux violations du droit du travail, à l'exploitation, à la violence, aux tortures et aux viols. Mais l'Arabie saoudite demeure particulièrement choyée par les puissances occidentales, dont la France, qui en a fait un allié régional. Riyad, qui achète massivement des armes, s'en est servi pour mater la révolte populaire à Bahreïn, mais aussi pour commettre des crimes de guerre au Yémen. Désormais allié avec le gouvernement israélien

d'extrême droite, ce pays est à la tête d'une coalition contre l'Iran qui contribue à la montée des tensions dans un Moyen-Orient meurtri par des conflits récurrents. Enfin les considérables ressources financières ont alimenté les réseaux obscurantistes, djihadistes et terroristes dans le monde.

Ce G20 est une honte et l'ONU a été bien inspirée de rejeter l'entrée de la monarchie saoudienne au Conseil des droits de l'Homme.

La France a tout à perdre dans le soutien inconditionnel qu'elle apporte à ce régime de la honte et il est indigne de cautionner une telle mascarade internationale.

Les communistes expriment leur soutien total à toutes les militantes et militants d'Arabie saoudite qui, avec courage, s'engagent pour faire prévaloir la liberté, la justice et la paix. ✪ **Le Parti communiste français**



Plus que jamais, rassembler et agir pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens



À l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, l'AFPS, la CGT, EELV, GDS, l'intergroupe parlementaire de la FI, le MJCF, la LDH, le Mouvement de la paix, le MRAP, le PCF, la plateforme des ONG françaises pour la Palestine, R&S, UAVJ, l'UNEP et l'UEC organisent un webmeeting en direct sur zoom et Facebook

lundi 30 novembre 2020 de 18 h 30 à 20 h 30

Avec : **Majed Bamy**, représentant de la Palestine à l'ONU, **Aida Touma-Sliman**, députée de la Joint List à la Knesset, **Sahar Francis**, directrice d'Addameer Prisoner Support & Human Rights Association, **Zakaria Odeh**, coordonnateur de la Coalition civique pour les droits des Palestiniens à Jérusalem, **Wajeh Abu Zarefah**, professeur de science politique et analyste politique pour Alshabaka, The palestinian policy network (Gaza).
Ainsi que des représentant-e-s de la campagne de Résistance non-violente, des réfugiés palestiniens, et de B'Tselem (centre israélien d'information pour les droits de l'homme dans les territoires occupés).

S'inscrire sur la page événement Facebook
<https://www.facebook.com/events/832620674237722/>

Contact: international@pcf.fr

Opération Aquarium (4/5)

L'immeuble de la direction nationale du PCF, place du Colonel-Fabien, fut tout un temps espionné par les services secrets américains. Un fonds d'archives l'atteste. Retour sur une affaire qui fit du bruit au milieu des années 70.

Des longs entretiens entre Marchal, Guérin et Durand, il ressort que le fonctionnement et l'activité de la CIA à Paris sont très hiérarchisés, très compartimentés aussi. Il y a les agents de terrain, les agents de base comme Marchal : ils ne sont jamais de nationalité française ou américaine, ils sont belges, ou allemands, parfois hongrois. Ils se présentent sous la couverture de représentants de commerce ou d'agents immobiliers. Ces petites mains sont choisies en fonction du travail qu'on attend d'eux ; on va prendre par exemple un ex-mannequin s'il est chargé de séduire une cible ; pour assurer une filature, un ancien agent de sécurité de l'Otan fera très bien l'affaire. Si ces personnages venaient à rencontrer des problèmes avec les autorités, ils seraient exfiltrés du pays sans difficulté, en évitant toute complication diplomatique.

Au-dessus des agents, il y a les analystes, les chefs de l'opération. Eux sont américains. Ce sont eux qui récupèrent toutes les infos recueillies, qui classent, qui trient, qui font tourner leurs machines, qui relancent si nécessaire les agents dans leurs recherches

Marchal cite cet exemple : la Centrale avait entendu dire que des dirigeants communistes résidaient dans telle tour, ou telle cité d'une banlieue proche ; elle souhaitait avoir les noms de tous les résidents de l'immeuble afin de les donner à ses ordinateurs et voir quels recoupements elle pourrait faire avec ses propres fichiers.

Ces analystes font carrière dans l'Agence, ils ont le statut d'« officiers » et bénéficient d'une couverture diplomatique. D'ailleurs le numéro de téléphone qu'ils donnent à leurs espions est tout simplement celui de l'ambassade. Selon Marchal, les contacts avec la hiérarchie se passaient ainsi : au standard de l'ambassade, l'agent demandait le poste X ; là il déclarait souhaiter parler à Y. Si on lui répondait : « désolé il/elle ne travaille plus ici » (en ajoutant sans doute quelques formules convenues), cela signifiait que l'agent avait rendez-vous à telle heure dans telle brasserie avec son « correspondant ». En règle générale, ce genre d'entretien se passait dans le quartier de l'Etoile ou près d'une station de métro de la ligne 1.

Ces services américains jouissent sous le giscardisme en gloire d'une assez large impunité. Le fait que les maîtres espions puissent être joignables directement à l'ambassade américaine, même sous une forme vaguement codée, en est un signe. On n'ira pas jusqu'à dire que l'agence agit alors à visage découvert, mais disons qu'elle opère sans trop prendre de précautions.

Comme l'annonce Marchal, ce que reprendra d'ailleurs Alain Guérin



métro Abbesses dans le 18^e arrondissement. Ces stages comportent des cours théoriques sur des thèmes tels que « la démocratie américaine » ou « pourquoi il faut lutter contre le communisme », des cours pratiques aussi, par exemple de « filature », avec des projections de films, des exercices de mémorisation.

D'autre part, la CIA aime contrôler régulièrement son personnel en le faisant passer au « détecteur de mensonge », un appareil censé mesurer les émotions d'un individu quand il est interrogé ; c'est une règle, semble-t-il, intangible de cette organisation. Ces séances se passent soit dans un grand hôtel du quartier des Tuileries, soit dans un appartement proche de La Motte-Picquet-Grenelle.

On a parlé des agents et des officiers/analystes, reste les spécialistes. Eux sont sollicités pour des opérations ciblées. Ils viennent tout exprès de Francfort/Main, QG de la CIA en Europe, ou de Washington (on présenta à Marchal l'un d'eux comme un ancien du Watergate...). Leur mission ? la pose d'un matériel d'écoute sophistiqué par exemple ou le repérage d'appartements ou d'immeubles à louer ou acheter comme bases d'espionnage des environs. En règle générale ils déconseillaient toute opération sur des cibles logées en HJM : trop compliqué pour obtenir des appartements voisins dans ce secteur public... En revanche, si la cible résidait dans le privé, ils n'hésitaient guère à louer ou acheter les appartements (ou pavillons) à proximité. Leur mission, précise et limitée, une fois remplie, ils retournaient à leur camp de base. ★

Gérard Streiff

[La semaine prochaine, nous verrons comment « l'Opération Aquarium » a pris fin.]

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e

COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichieï (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi.

RÉDACTION : Gérard Streiff

Mèl : communistes@pcf.fr

RELECTURE : Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info [Tél. : 06 07 99 90 81]

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA